Les boursiers communaux de l'enseignement secondaire au XIX^e siècle : un angle mort de l'historiographie des élèves

*Council scholarship pupils in public secondary schools in the 19th century: a
blind spot in the historiography of school pupils*

Jean Le Bihan

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/4532>

DOI : 10.4000/histoire-education.4532

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 janvier 2019

Pagination : 147-174

ISBN : 979-10-362-0144-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jean Le Bihan, « Les boursiers communaux de l'enseignement secondaire au XIX^e siècle : un angle mort de l'historiographie des élèves », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 151 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/4532> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.4532>

Les boursiers communaux de l'enseignement secondaire au XIX^e siècle : un angle mort de l'historiographie des élèves

Jean Le Bihan

Les boursiers de l'enseignement secondaire constituent au XIX^e siècle une population scolaire aux contours bien spécifiques, souvent convoquée par l'historiographie générale de la Troisième République pour pointer le hiatus existant à l'époque entre une idéologie visant à légitimer, voire à célébrer la mobilité sociale, et la réalité, autrement restreinte, du phénomène d'ascension par l'École¹. L'histoire générale de ces élèves a réellement progressé au cours de ces dernières années. La politique des bourses et ses enjeux, notamment financiers, sur le long terme sont à présent mieux connus². Il en va de même des divers projets de réforme du système des bourses apparus au tournant du XX^e siècle, lorsque le souci d'une plus grande égalité des enfants devant l'École a commencé à sérieusement préoccuper les acteurs du système scolaire³, ou bien encore des origines sociales des boursiers et de la manière dont ils étaient recrutés⁴. Nombre des aspects de cette histoire – les performances scolaires des boursiers, leurs destinées ultérieures, leur rapport aux autres élèves, le rôle joué par leur statut dans la construction de leur identité etc. – demeurent toutefois dans l'ombre et l'heure de la synthèse n'a pas encore sonné, tant s'en faut. Tous ces titulaires de bourses peuvent être classés au moyen de

1 Christophe Charle, *Histoire sociale de la France au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 1991 p. 338.

2 Philippe Savoie, *La construction de l'enseignement secondaire 1802-1914. Aux origines d'un service public*, Lyon, ENS Éditions, 2013.

3 Jean-Michel Chapoulie, *L'École d'État conquiert la France. Deux siècles de politique scolaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, chapitre 11.

4 Jean Le Bihan, «Le recrutement des boursiers des collèges royaux sous la monarchie de Juillet : nouveau regard à partir des ordonnances de nomination», *Histoire de l'éducation*, n° 144, 2015, p. 55-78; Claude Lelièvre, «Bourses, méritocratie et politique(s) scolaire(s) dans la Somme, 1850-1914», *Revue française de sociologie*, t. 26, n° 3, 1985, p. 409-429; Joanne Parnes Shawhan, *Scholarship Students and Government Policy in Late Nineteenth Century France. Boursiers in the Secondary Schools of the Marne and the Haute-Garonne*, Ph. D., Columbia University, 1983.

divers critères. Le principal a trait à l'instance qui alloue la bourse ; il permet de distinguer les boursiers de l'État, appelés, selon les périodes, impériaux, royaux ou nationaux, les boursiers des communes et des départements, enfin les boursiers des fondations particulières. De ces catégories, la plus connue est assurément celle des boursiers de l'État, sans doute parce qu'elle a longtemps été très dominante numériquement et qu'elle paraît la plus à même de personnifier le mythe du boursier, spontanément identifié à l'État républicain. En se focalisant sur les boursiers communaux, cet article entend donc attirer l'attention sur une catégorie de boursiers – à plus forte raison d'élèves – particulièrement mal connus et insister de la sorte sur l'immensité du chantier historiographique que cette livraison d'*Histoire de l'éducation* a pris l'heureux parti de rouvrir. En fait, si l'on excepte les informations que livrent çà et là les monographies d'établissement les plus documentées⁵, on ne dispose au sujet des boursiers communaux que de l'étude de Philippe Savoie, qui éclaire en particulier la façon dont l'État a entrepris d'imposer aux grandes villes l'entretien de bourses dans les lycées au début du XIX^e siècle⁶, et de l'enquête monographique d'André Gana consacrée aux boursiers communaux nantais⁷.

Les boursiers communaux sont pourtant loin de constituer une population scolaire marginale. Retenons qu'ils représentent approximativement le tiers des boursiers des collèges et lycées en 1895⁸. C'est, au surplus, grâce à une bourse communale que de célèbres figures du monde des lettres et de la culture ont effectué leur scolarité secondaire et ont pu donner la mesure de leur talent, à commencer par celui que l'historiographie a promu au rang de représentant emblématique de tous ces « boursiers conquérants⁹ » qui ont peuplé les khâgnes et l'École normale supérieure jusqu'à la Seconde Guerre mondiale : Péguy, qui, dans un passage souvent cité, raconte comment M. Naudy, son mentor, « [le] rattrapa [...] par la peau du cou et avec une bourse municipale [le] fit entrer

5 Par exemple, dans la monumentale histoire du lycée Louis-le-Grand, du chartiste Gustave Dupont-Ferrier : *Du collège de Clermont au lycée Louis-le-Grand (1563-1920)*, t. 2 *Du Prytanée au lycée Louis-le-Grand (l'organisation moderne, 1800-1920)*, Paris, E. de Boccard, 1923, p. 113-114.

6 Philippe Savoie, *La construction...*, op. cit., chapitre 2.

7 André Gana, *Bourses et boursiers communaux au lycée de Nantes. Un exemple local de promotion scolaire (1808-1933)*, mémoire de master 2, université Rennes 2, 2016.

8 Calcul effectué d'après l'*Annuaire statistique de la France 1895-1896*, Paris, Imprimerie nationale, 1895, p. 164-165, 176-181.

9 Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, p. 165.

en sixième»¹⁰. On pourrait en citer d'autres : Zola, par exemple, qui s'est vu attribuer une des bourses que la ville d'Aix entretenait au collège local, mesure éminemment salvatrice quand on sait l'état de dénuement dans lequel était tombée sa mère peu avant¹¹. Rares sont toutefois les boursiers communaux qui se sont ultérieurement présentés comme des boursiers à part. On observera simplement qu'un Georges Lefebvre embrassait d'un même regard son passé de boursier communal et son passage par l'enseignement spécial¹², ce qui n'est vraisemblablement pas fortuit quand on sait que les villes ont souvent eu à cœur de favoriser l'enseignement intermédiaire – au sens où Jean-Michel Chapoulie entend cette expression¹³. Nous y reviendrons.

Comment, en définitive, interpréter le silence qui pèse sur l'histoire des boursiers communaux ? Tient-il à ce que ces derniers ne se distinguent pas, ou alors si peu, des autres boursiers, que ce soit du point de vue des trajectoires individuelles ou, si tant est que l'on puisse l'approcher, de la représentation de soi ? Ou bien s'explique-t-il par un défaut d'investigations historiennes et, corrélativement, par le poids d'une mythologie sociale ayant pour effet de gommer les particularités, réelles, de ce groupe d'élèves ? Pour essayer de le savoir, nous commencerons par dresser l'inventaire des sources disponibles pour écrire leur histoire. Nous essaierons ensuite d'approcher ce que l'on peut appeler la politique locale des bourses, dont la définition et la mise en œuvre constituent un chapitre de l'histoire, longue et complexe, des relations entre les villes et l'État. Enfin, nous tenterons d'esquisser un premier portrait des boursiers communaux. Précisons que l'analyse sera doublement restreinte : elle se limitera à l'étude des boursiers communaux des lycées¹⁴, qui sont, il est vrai, les plus nombreux jusqu'à la fin du siècle, même si les collégiens ne sont

10 Charles Péguy, *L'argent*, Paris, Équateurs, 2008, p. 79 [1^{re} éd. 1913]. Voir l'analyse que fait de ce texte Christian Amalvi, « Un homme de quarante ans se penche sur son passé. Charles Péguy, ou la gloire du boursier de la III^e République », *L'Amitié Charles Péguy*, n° 101, 2003, p. 28-39.

11 Colette Becker, « Quelques documents sur la jeunesse d'Émile Zola à Aix-en-Provence », *Les Cahiers naturalistes*, n° 55, 1981, p. 169-170. Voir aussi Henri Mitterrand, *Zola*, t. 1 : 1840-1871, Paris, Fayard, 1999, p. 110-111.

12 Georges Lefebvre, « Pro Domo », *Annales historiques de la Révolution française*, t. 19, 1947, p. 188.

13 Jean-Michel Chapoulie, *L'École d'État...*, *op. cit.*, p. 122-123.

14 On sait que ces établissements changent de nom à deux reprises au cours du XIX^e siècle : appelés lycées sous l'Empire, ils sont rebaptisés collèges royaux sous les monarchies censitaires, enfin reprennent le nom de lycées à partir de 1848. Pour ne pas alourdir le texte, nous utiliserons systématiquement le mot lycée lorsque nous parlerons de l'ensemble de la période.

plus très loin, alors, de faire jeu égal avec eux¹⁵ ; elle s'appuiera de manière privilégiée sur deux exemples locaux, celui de Rennes et celui de Nantes.

I. Quelles sources ?

Les sources intéressant l'histoire de ces élèves sont à la fois nombreuses, dispersées et susceptibles de beaucoup varier d'une ville à l'autre tant par leur volume que par leur contenu. Nous nous concentrerons sur celles qui concernent la scolarité *lato sensu* de ces élèves et négligerons donc volontairement toutes les sources non spécifiques telles que l'état civil, les déclarations de succession etc., qu'il convient toutefois de mobiliser si l'on veut étudier leurs trajectoires sociales.

1. Les sources imprimées

On passera assez vite sur les imprimés, tous connus. Notons cependant qu'une histoire des boursiers communaux ne peut s'écrire sans que toute la réglementation intéressant les bourses communales à partir de leur institution en 1808 ne soit exhumée du *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique* (véritable « code universitaire »¹⁶ selon le dictionnaire de Buisson) et des publications qui l'ont précédée¹⁷. Cette réglementation est, significativement, de plus en plus en englobée à mesure que le siècle avance dans celle, plus générale, sur les bourses dans les lycées et collèges. Il faut aussi mettre à profit les données statistiques disponibles, en particulier celles que contiennent les grandes enquêtes de 1865, 1876 et 1887¹⁸. Même si elles ne sont pas d'une fiabilité absolue, ainsi que l'a d'ailleurs reconnu, dès l'époque, l'administration elle-même¹⁹, ces données demeurent indispensables pour mesurer l'évolution de l'effectif des boursiers communaux. Elles ne permettent certes pas de mesurer cette évolution, année par année, pour toute la population boursière commu-

15 En 1895, le pays compte 1757 boursiers communaux dans les lycées et 1621 dans les collèges (*Annuaire statistique de la France 1895-1896, op. cit.*).

16 Léo Armagnac, « Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique », in Ferdinand Buisson (dir.), *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, partie 1, t. 1, Paris, Hachette, 1887, p. 296.

17 À savoir le *Bulletin universitaire*, qui paraît de 1830 à 1849, et le *Recueil de lois et règlements concernant l'instruction publique...*, compilation de textes normatifs intéressant la période antérieure.

18 Paris, Imprimerie nationale, 1868, 1878, 1889.

19 *Statistique de l'enseignement secondaire des garçons. Année 1900*, Paris, Imprimerie nationale, 1900, p. 9.

nale car elles occultent très souvent les externes, mais elles autorisent cette pesée à certaines dates, qui sont pour la plupart celles des grandes enquêtes susmentionnées, et offrent une vue complète sur le mouvement des internes.

2. Aux Archives nationales

Autrement moins connues sont les sources conservées dans la sous-série F¹⁷ des Archives nationales. Elles sont pourtant très riches. Pour schématiser, on peut les classer en quatre ensembles. Le plus abondant est formé d'une vingtaine de cartons couvrant la période allant du début du Premier Empire au début de la Troisième République et qui intéressent aussi les bourses départementales et les collèges²⁰. Pour l'essentiel, ces cartons contiennent des courriers échangés entre les autorités locales et l'administration centrale au sujet de la mise en œuvre de la réglementation sur les bourses communales ou plutôt des difficultés que celle-ci a suscitées, certaines de ces difficultés procédant du refus des villes de se soumettre à la volonté du ministère, les autres ayant un caractère plus technique. On trouve aussi dans ces cartons les états préparatoires de divers règlements, qui permettent de relire dans leur genèse même les atermoiements ministériels du tournant des années 1820²¹. Le deuxième ensemble se compose de deux enquêtes lancées par le ministère, l'une en 1856 et l'autre en 1881, en vue de faire l'inventaire des bourses communales, des bourses départementales et des bourses des fondations particulières existant alors en France²². Ces deux enquêtes sont très utiles car elles fournissent des informations introuvables ailleurs; en outre, elles témoignent de la difficulté dans laquelle s'est trouvée l'administration centrale de tenir le compte des créations et des suppressions de bourses non nationales, en même temps qu'elles signalent sa volonté de maintenir un certain contrôle sur ce double mouvement, tout du moins jusqu'aux années 1880. On regroupera dans un troisième ensemble deux sources fondamentales pour aborder la question importante mais négligée de la performance scolaire des boursiers en général et des boursiers communaux en particulier : les tableaux d'honneur d'une

20 Nous rapprochons ici les deux groupes de cotes suivants : Archives nationales [désormais AN], F/17/7298-7299 – Bourses de l'État et bourses communales dans les lycées et collèges... (An XI-1855); AN, F/17/7451-7469 – Bourses départementales et communales dans les lycées et collèges royaux (1810-1872).

21 Sur les atermoiements en question, voir Philippe Savoie, *La construction...*, op. cit., p. 83-88.

22 La première se trouve dans le carton coté AN, F/17/7317, la seconde dans le carton coté AN, F/17/7483.

part, les états de situation morale ou états moraux d'autre part, que les chefs d'établissement dressaient puis transmettaient périodiquement au ministère. Ces pièces ont été malheureusement détruites en masse, ce qui interdit tout espoir de mesurer l'évolution de la performance scolaire des boursiers sur le long XIX^e siècle. Celles que l'on a conservées, qui intéressent le début des années 1880 et le début des années 1900, n'en sont que plus précieuses, en particulier les états de situation morale, qui sont souvent accompagnés de commentaires détaillés des proviseurs²³. Enfin, on peut rassembler dans un dernier ensemble les répertoires et états nominatifs que les Archives nationales possèdent pour la période allant du Premier Empire à la monarchie de Juillet. Se présentant sous la forme de registres, ils permettent d'observer les mouvements d'entrée et de sortie des boursiers communaux à l'échelle d'un établissement donné, mais ils ne sont pas très précis et ne sauraient par conséquent fonder une démarche prosopographique²⁴.

3. Les sources locales

Les sources locales doivent être également mises à contribution. Elles se signalent par des disparités d'une ville à l'autre mais aussi par des ressemblances fortes touchant à leur nature et leur conservation. Nous nous appuyerons pour le montrer sur les exemples de Rennes et de Nantes. Dans un cas comme dans l'autre, se trouve aux archives municipales un véritable gisement documentaire. Celui-ci comprend en premier lieu les délibérations du conseil municipal, utiles sous trois rapports : elles permettent de reconstituer l'évolution de la répartition des bourses et des règles de recrutement des élèves, et ainsi, au-delà, de réfléchir à la manière dont la ville a élaboré une politique propre en matière de bourses ; elles comportent de nombreuses décisions individuelles ; enfin, elles reproduisent les très intéressants commentaires que les édiles locaux ont pris l'habitude d'exprimer, à partir des années 1880, sur le comportement et les résultats scolaires des boursiers communaux. Ajoutons que le dépouillement

23 Pour les tableaux d'honneur : AN, F/17/7484, 7486 ; le premier carton contient des tableaux des années 1882-1884, le second des tableaux de l'année 1901. Pour les états de situation morale : AN, F/17/7483, 7487/2-3 ; dans le premier carton, on trouve des pièces éparses intéressant les années 1883-1884, dans les deux autres des séries incomplètes mais plus consistantes pour les années 1903 à 1906.

24 AN, F/17*/327-329 – Répertoire par académies, tenu jusque vers 1841, des boursiers communaux des collèges royaux ; AN, F/17*/330-365 – État des boursiers communaux dans les lycées et collèges royaux (1811-1831) ; AN, F/17*/2587 – « États des élèves [boursiers] communaux nommés par S. E. le Grand-Maitre de l'Université » (1809-1812).

des délibérations du conseil municipal peut être avantageusement complété par celui des comptes de la commune. Les autres sources utiles font généralement l'objet de cotes dédiées et sont davantage sensibles aux aléas de la conservation sur le temps long. À Rennes, le fonds est d'une extrême richesse : autant qu'on puisse en juger, cinq volumineux cartons contiennent la quasi-totalité de la paperasse produite par le travail de gestion des bourses²⁵. Cette paperasse se compose de lettres échangées entre les familles, la municipalité et le lycée, mais aussi de pièces fournies par les postulants aux bourses, de listes d'élèves etc. À la fin de la période, toutes ces pièces sont rigoureusement classées, et par session du conseil municipal et par candidat, de sorte que les postulants en viennent à posséder une sorte de dossier individuel. À Nantes, la documentation apparaît un peu moins homogène et un peu moins complète²⁶ mais elle a l'heureuse particularité de recéler une série presque complète d'états nominatifs, qui permet d'établir la liste des élèves titulaires d'une bourse de la ville entre 1808 et 1914²⁷.

D'autres sources locales existent encore, que ce soit aux archives départementales ou dans les lycées eux-mêmes, sources qui, précisons-le, ne concernent pas en propre les boursiers. C'est le cas des registres nominatifs tenus par les lycées, qui fournissent des informations irremplaçables sur la scolarité des élèves de toutes catégories et qui mériteraient d'ailleurs d'être étudiés en tant que tels tant ils livrent, par leur histoire, d'éléments de compréhension sur ce que fut la condition du lycéen au XIX^e siècle. À Rennes, ces registres sont conservés aux archives départementales ; ils se composent de registres dits des entrées et des sorties²⁸ qui classent les élèves selon leur statut – boursiers de l'État, de la commune, du département, pensionnaires libres etc. – mais aussi d'états de situation morale²⁹ et de cahiers de places³⁰ qui sont quant à eux structurés par classes et ne distinguent pas toujours les boursiers des autres élèves. À Nantes, ces documents sont toujours la propriété de l'actuel lycée

25 Archives municipales de Rennes [désormais AMR] R 73-77 – Lycée. Bourses (1808-1932).

26 André Gana, *Bourses et boursiers...*, op. cit., p. 13-14.

27 Archives municipales de Nantes R 1, carton 33 – Bourses et subventions, collège et lycée de garçons (1808-1914).

28 Archives départementales d'Ille-et-Vilaine [désormais ADIV] 16 T 9*-41* – Lycée de Rennes. Registres des entrées et des sorties (1838-1890).

29 ADIV 16 T 69-77 – Lycée de Rennes. État moral des élèves (appréciations, notes, etc.) (1804-1872).

30 ADIV 16 T 78-87 – Lycée de Rennes. Places des compositions, cahiers des places (1853-1889).

Clémenceau et sont manifestement moins nombreux³¹. On voit ici combien la conservation de ces registres est susceptible de différer d'un lycée à l'autre, à l'image, en somme, des destins extrêmement contrastés que connaissent les archives des établissements en général³².

À présent qu'il est établi que l'histoire des boursiers communaux peut compter sur des sources à la fois nombreuses et variées, penchons-nous sur leur contenu.

II. Entre la ville et l'État

L'étude des boursiers communaux est délicate car non seulement elle doit tenir compte de la diversité des bourses accordées, qui varient selon leur nature (pensionnat, demi-pensionnat, externat) et leur quotité (demi-bourse, trois quarts de bourse, bourse entière), mais elle impose aussi, pour bien faire, de prendre en considération les exemptions de frais d'études décidées par les villes, qui sont moins connues encore.

1. Pesée globale

À défaut de pouvoir retracer année par année l'évolution globale du nombre de boursiers communaux présents au XIX^e siècle dans les lycées français, on peut en dessiner l'allure générale. On a manifestement affaire à deux principaux cycles. Comme on le reverra plus loin, c'est sous le Second Empire que les villes se mettent à créer en nombre des bourses d'externat. On peut donc considérer que l'effectif total des boursiers communaux différerait peu, jusque-là, de celui des boursiers communaux internes. Or, l'évolution de ce dernier est bien connue³³ : elle consiste en une hausse très vive dans les années 1810, qui porte le nombre d'internes à 1 334 en 1818, puis en une diminution brutale, suivie d'une stabilisation aux alentours de 500 à 700 élèves à partir du début de la monarchie de Juillet. Le tournant des années 1870 inaugure visiblement

31 André Gana, *Bourses et boursiers...*, op. cit., p. 14, 174.

32 Youenn Cochenec, «Archives», in Alain Croix et al. (dir.), *Dictionnaire des lycées publics des Pays de la Loire. Histoire, culture, patrimoine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 67-70. Pour prendre la mesure concrète du phénomène à travers quelques exemples, voir les contributions de Claire Berche, Marie-Hélène Peltier et Élisabeth Verry dans Thérèse Charmasson, Armelle Le Goff (dir.), *Mémoires de lycées, archives et patrimoine*, Paris, Direction des Archives de France, INRP, 2003.

33 Voir le graphique élaboré par Philippe Savoie dans *La construction...*, op. cit., p. 92.

un second cycle. Le nombre de boursiers communaux repart fortement à la hausse, au point qu'on en dénombre 1 814 en 1876. Il est à noter que cette augmentation est moins due aux bourses de pensionnat qu'aux bourses d'externat, dont le nombre s'envole littéralement. Mais cette poussée est de courte durée car, justement, le nombre de bourses d'externat plafonne assez vite et même diminue, passant de 1 065 en 1876 à 872 en 1895³⁴.

Ceci étant, ce mouvement d'ensemble confond de toute évidence deux types de bourses ou plutôt deux types d'aides financières, à savoir les bourses proprement dites d'un côté, et les exemptions de l'autre. La prise en compte de cette distinction n'affleure pour ainsi dire pas dans l'historiographie³⁵. Nombre de familles ne la faisaient pas non plus à l'époque. En revanche, elle était très présente à l'esprit des autorités académiques et municipales dans la mesure où la gestion des boursiers et celle des exemptés n'obéissaient pas aux mêmes règles administratives³⁶.

2. Les bourses proprement dites

À la fin de l'année scolaire 1886-1887, répondant au maire de Rennes qui l'a interrogé sur le tarif des bourses communales, le proviseur du lycée lui demande de préciser s'il entend parler « de bourses véritables, fondées par la ville avec approbation de l'État » ou bien « non de boursiers proprement dits, mais d'élèves à la charge de la ville »³⁷. Ce faisant, il rappelle que les élèves boursiers et les élèves entretenus, comme on dit aussi, ne sauraient être confondus. Précisément, deux traits les distinguent : d'une part, les bourses « véritables » sont obligatoires et leur prix doit donc être continûment acquitté, même lorsqu'aucun élève n'en jouit, ce qui arrive parfois ; d'autre part, en principe les exemptés ne sont pas tenus de satisfaire aux règles édictées par le ministère au sujet de la nomination et de la scolarité des boursiers communaux. L'histoire des bourses communales au sens strict peut être envisagée de deux points de vue principaux.

34 L'ensemble de ces chiffres proviennent des grandes enquêtes de 1865, 1876 et 1887, de l'*Annuaire statistique de la France* de 1895 et de la *Statistique de l'enseignement secondaire des garçons* de 1900, toutes sources citées plus haut.

35 Voir toutefois André Gana, *Bourses et boursiers...*, op. cit., p. 47.

36 Ainsi les registres des entrées et des sorties du lycée de Rennes classent-ils les élèves exemptés parmi les non boursiers ou bien les mettent-ils à part (voir la page intitulée « Élèves dont les frais d'études ou de pension sont payés par la Ville [pour mémoire] » en ADIV 16 T 41 – Lycée de Rennes. Registre des entrées et des sorties [1885-1890]).

37 AMR R 75 – Bourses au lycée. Lettre du proviseur du lycée de Rennes, 21 juin 1887. Le soulignement est le fait du proviseur.

Celui, d'abord, de leur «répartition», terme usuel sous la plume des administrateurs de l'époque, qui sert à désigner le nombre des bourses entretenues par une ville, mais aussi leur nature et leur quotité. Ce sont ces trois paramètres qui, rapportés au tarif du lycée, déterminent la somme que la ville est tenue de verser chaque année dans la caisse de l'établissement. La répartition des bourses communales est l'objet d'un vif contentieux entre les villes et l'État au début de la période. Tout vient du rejet, sitôt l'Empire effondré, du décret fondateur du 10 mai 1808 par lequel Napoléon I^{er}, soucieux d'affermir la santé financière des lycées, avait imposé aux villes d'y entretenir un certain nombre de bourses³⁸. Durant toute la Restauration, et encore sous la monarchie de Juillet, un grand nombre des villes astreintes au paiement de ces bourses protestent contre cette obligation, à plus forte raison si elles ne possèdent pas elles-mêmes de collège royal, et certaines vont jusqu'à refuser d'obéir. En plus de voir dans cette mesure une expression du despotisme napoléonien, attentatoire aux libertés locales, elles invoquent l'état de leurs finances ou l'impossibilité dans laquelle elles se trouvent de susciter des candidatures de qualité, les élèves ne pouvant réglementairement obtenir une bourse entière au départ et les familles rechignant à l'idée de supporter les frais de scolarité restant à leur charge. Ainsi, nombre de villes réclament soit la suppression de ces bourses, soit leur réduction, soit encore, quand elles ne possèdent pas de collège royal, leur transfert vers un établissement local, généralement le collège communal. Elles fondent très souvent leur demande sur leur souhait de réaffecter le crédit dévolu aux bourses au développement de l'enseignement industriel ou primaire, plus urgent et plus utile à leurs yeux. Un exemple parmi d'autres : en 1830, le conseil municipal de Landerneau exprime le vœu qu'une école primaire soit ouverte sur place et qu'elle accueille gratuitement soixante-dix enfants pauvres ; il propose dans le même mouvement que le traitement du futur maître soit financé par le crédit utilisé jusque-là pour entretenir une bourse au collège de Pontivy³⁹. Autant qu'il le peut, le ministère tente de dissuader les villes de se désengager de la sorte, bien conscient du risque qu'une telle dynamique fait peser sur les finances des collèges royaux, mais il finit par accéder massivement

38 Ambroise Rendu, *Code universitaire ou lois et statuts de l'Université royale de France*, Paris, Hachette, 1827, p. 172.

39 AN, F/17/7468 – Bourses départementales... Délibération du conseil municipal de Landerneau, 20 mai 1830.

aux demandes qui lui sont adressées. De là la chute brutale du nombre des bourses communales observée durant les années 1820.

Au cours des décennies suivantes, la querelle se vide peu à peu. Dans le même temps, le mouvement de conversion de collèges communaux en collèges royaux – puis en lycées – prend son essor, ce qui a pour effet de freiner puis même de compenser la diminution du nombre de bourses communales entretenues dans les lycées puisque l'État exige des villes candidates à la transformation de leur collège communal en collège royal – puis en lycée – qu'elles s'engagent à financer des bourses dans le futur établissement⁴⁰. Sans doute a-t-on pendant quelque temps affaire à un chassé-croisé – suppression ou réduction ici, conversion ou création là – que dissimule la stagnation d'ensemble du nombre de boursiers communaux jusqu'au Second Empire. Dire comment a ensuite évolué la répartition des bourses communales est pour l'heure impossible à l'échelle nationale, mais l'exemple rennais permettra de pallier provisoirement les lacunes de l'historiographie. En 1819, la commune de Rennes s'engage à entretenir l'équivalent de huit bourses entières au collège royal : deux bourses entières et huit bourses trois quarts, toutes de pensionnat comme il est de règle à cette époque⁴¹. Au cours des décennies suivantes, le conseil municipal cherche à plusieurs reprises à obtenir que le nombre de bourses à sa charge soit diminué mais n'obtient pas gain de cause, ce qui fait que la répartition de 1819 continue à s'imposer jusqu'au milieu du Second Empire⁴². La donne change en 1859 : à la faveur de la discussion relative à l'agrandissement à venir du lycée, l'État consent à réduire le nombre de bourses à l'équivalent de deux bourses et demie entières⁴³. Cet étiage ne sera plus abaissé avant la Première Guerre mondiale. En revanche, la répartition des bourses rennaises sera encore modifiée du fait de leur conversion progressive en bourses de demi-pensionnat entre la fin des années 1880 et le début du XX^e siècle⁴⁴. Ajoutons qu'une partie d'entre elles

40 Solenn Huitric, *Transformer les collèges communaux en lycées. La coproduction d'une action publique (1830-1880)*, thèse de doctorat, université de Lyon, 2016, p.354-358.

41 Ordonnance du roi relative aux bourses communales du 25 décembre 1819, *Recueil des lois...*, t.6, 1822, p.302.

42 Voir, entre autres, AMR 1 D 39 – Séance du conseil municipal du 7 septembre 1839 et AMR 1 D 40 – Séance du conseil municipal du 22 mai 1839.

43 AN, F/17/7483 – État des bourses départementales, communales... (1881).

44 La ville demande explicitement que deux des bourses de pensionnat soient converties en bourses de demi-pensionnat en 1892 (AMR 1 D 68 – Séance du conseil municipal du 10 juin 1892) mais, dans les faits, un élève, Guillaume Le Chevalier, jouissait déjà d'une bourse de demi-pensionnat depuis 1886 (AMR 1 D 64 – Séance du conseil municipal du 29 novembre 1886). La dernière bourse

seront réaffectées à l'enseignement spécial dès la fin des années 1870⁴⁵. Au bout du compte, on peut sans doute créditer les conseillers municipaux rennais du second XIX^e siècle d'une double préoccupation : d'une part réduire la dépense occasionnée par l'entretien des bourses au lycée, d'autre part satisfaire une société locale portée à bouder l'internat et, du moins pour une partie d'entre elles, à se détourner de l'enseignement classique, cet enseignement hérité de l'Ancien Régime, fondé sur l'étude des humanités et l'art du discours, qui avait régné sans partage sur les lycées et collèges jusqu'à sa progressive remise en cause dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Le second point de vue à partir duquel peut être envisagée l'histoire des bourses communales est ce que l'on pourrait appeler la « carrière scolaire » des élèves qui en jouissent. La question la plus lourde d'enjeux, à cet égard, est celle de leur recrutement. La procédure est l'objet de sept réglementations successives entre le Premier Empire et la Grande Guerre, dont quatre voient le jour avant 1830, ce qui montre que le tâtonnement des années 1810-1820 n'a pas été limité à la question de la répartition des bourses⁴⁶. Envisagé de manière synthétique et sur la longue durée, ce vaste travail réglementaire possède trois principaux caractères. En premier lieu, il fait glisser de l'État vers la ville le droit de nomination des boursiers communaux, ce qui est somme toute cohérent avec le mouvement général de renforcement des prérogatives municipales qui caractérise le XIX^e siècle. Ainsi, les villes obtiennent le droit de nommer la moitié des boursiers communaux en 1817, le perdent en 1819, le retrouvent, élargi à tous les boursiers communaux, en 1821, le reperdent en 1852, enfin le récupèrent définitivement en 1881. En deuxième lieu, ce droit de nomination est presque constamment assorti de l'obligation de vérifier la compétence scolaire des candidats, à défaut de toujours la récompenser. Des deux procédures utilisées, c'est l'examen et non le concours qui a la préférence des autorités de l'époque : il est

de pensionnat est transformée en bourse de demi-pensionnat en 1903 (AMR 1 D 139 – Séance du conseil municipal du 9 octobre 1903).

45 Le premier boursier de la ville à suivre la filière de l'enseignement spécial est Jean Lemoine, en 1877. Il fait alors partie de la classe dite d'«Angers», autrement dit de la classe préparant au concours de l'école des Arts-et-Métiers d'Angers, ouverte cette année-là (ADIV 16 T 36 – Lycée de Rennes. Registre des entrées et des sorties [1877-1878]).

46 Décret du 10 mai 1808, ordonnances des 12 mars 1817, 25 décembre 1819 et 16 novembre 1821, loi du 27 novembre 1848, décrets des 7 février 1852 et 19 janvier 1881 (Ambroise Rendu, *Code universitaire...*, op. cit., p. 172, *Recueil des lois...*, t. 6, 1822, p. 161, 291-293, *ibid.*, t. 7, 1824, p. 169-170, *Moniteur universel*, 1848, p. 3385, *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique*, n°26, 1853, p. 16-18, *ibid.*, n°462, 1882, p. 132-133).

en usage de 1808 à 1817, de 1821 à 1848, enfin à partir de 1852. L'examen laisse en effet aux autorités une marge de manœuvre autrement étendue que le concours... En troisième lieu, les conseillers municipaux sont de plus en plus tenus, à mesure que le siècle avance, de prendre en considération la position de fortune des familles pour départager les candidats reconnus aptes. La Deuxième République joue sous ce rapport un rôle déterminant. Le Second Empire vient aussitôt annuler son œuvre, mais la Troisième République réhabilitera le critère économique trente ans plus tard, du moins en théorie, en instituant une enquête préalable destinée à « constat[er] l'insuffisance de fortune de la famille »⁴⁷. Il faut noter que cette évolution concerne l'ensemble des bourses des lycées – nationales, départementales et communales –, dont la gestion s'inscrit dans un cadre réglementaire partiellement unifié à partir du milieu du siècle.

Examiner comment cette réglementation a été appliquée sur le terrain constitue une opération plus difficile et prématurée en l'état actuel de la recherche. Il faut d'ailleurs souligner la difficulté, classique, que représente ici le silence des sources, dont il est souvent impossible de dire s'il s'explique par le fait qu'aucune procédure formalisée n'a été mise en œuvre pour sélectionner les boursiers ou bien par le fait que la procédure utilisée n'a laissé aucune trace. Des indices épars existent, certes, qui prouvent que les communes ont parfois péché par négligence et qui invitent même à se demander si des dirigeants locaux ne se sont pas occasionnellement servi des bourses à des fins clientélistes. Le proviseur du lycée de Marseille ne déclare-t-il pas tout net, à la fin du siècle, que les bourses communales et départementales continuent d'être « accordées à la faveur [...] en dehors de toute intervention du proviseur et des professeurs »⁴⁸ ? Il faut pourtant se garder de noircir le tableau car d'autres indices laissent au contraire penser que les villes se sont précocement ouvertes à une certaine rationalité administrative. Ainsi voit-on, dès les années 1830, les conseillers municipaux nantais s'appliquer à élaborer une réglementation étonnamment précise – tenant compte à la fois de la compétence scolaire des enfants, des services et de la position de fortune des parents – afin que les bourses communales soient attribuées avec autant de justice et d'efficacité que possible⁴⁹. Et que la

47 Décret du 19 janvier 1881, *Bulletin administratif...*, n° 462, 1882, p. 132.

48 AN, F/17/13936 – Enquête parlementaire de 1899. Réponse du proviseur du lycée de Marseille, 11 février 1899.

49 André Gana, *Bourses et boursiers...*, op. cit., p. 79-81. Voir aussi les pièces conservées en AN, F/17/7468 – Bourses départementales...

mesure ait fait long feu ne doit pas conduire à en minimiser la signification, d'autant qu'à leur tour, vingt ans plus tard, les conseillers municipaux de l'époque impériale «font preuve, selon André Gana, d'un souci de légalité et d'équité dans leurs propositions plutôt remarquable»⁵⁰. Assurément il serait bienvenu de continuer à creuser cette question importante.

3. Les exemptions

On pourrait être tenté d'exclure de l'analyse les élèves exemptés dans la mesure où, nous l'avons dit, ils ne sont pas boursiers à proprement parler. Mais ce serait un tort dans la mesure où l'administration municipale, si elle ne confond pas les deux catégories d'élèves, ne les pense pas moins globalement, surtout à la fin de la période. À Rennes, l'acte fondateur de ce «régime de l'exemption» est la création en 1863 de dix bourses d'externat, l'expression étant ici *de facto* synonyme d'exemption de frais d'études⁵¹. Ces dix exemptions sont alors affectées au cours professionnel qui vient d'être réorganisé au lycée dans le but de délivrer une «instruction appropriée aux carrières industrielles et commerciales»⁵² et elles sont réservées aux élèves sortant des écoles primaires de la ville. Ainsi se distinguent-elles des bourses proprement dites, qui, on l'a vu, échoient à cette époque à des pensionnaires de l'enseignement classique qui, pour certains, viennent du petit lycée. Il faut noter que cette décision s'inscrit dans une dynamique de reconnaissance et de valorisation de l'enseignement intermédiaire que concrétisera la création de l'enseignement spécial deux ans plus tard⁵³. Nombreuses sont d'ailleurs les villes qui, au cours des années 1860, prennent des mesures similaires à celle de la municipalité rennaise : Brest en 1867, Lille en 1868, Lorient en 1869⁵⁴, etc. Au lycée de Rennes, la répartition de ces exemptions n'évolue pratiquement pas avant la Grande Guerre : on en compte encore 10 en 1910, divisées en 2 bourses d'externat surveillé et 8 bourses d'externat simple⁵⁵. Mais ce constat ne doit pas masquer deux évolutions.

50 *Ibid.*, p. 89.

51 AMR 1 D 47 – Séance du conseil municipal du 12 décembre 1863.

52 AMR R 74 – Bourses au lycée. Rapport du proviseur du lycée de Rennes, 6 novembre 1863.

53 Jean-Michel Chapoulie, *L'École d'État...*, *op. cit.*, p. 87-88.

54 AN, F/17/7461 – Bourses départementales... Décrets autorisant la fondation de bourses aux lycées de Lille, Lorient, Brest, des 4 août 1868, 19 octobre 1868 et 10 mars 1869.

55 AMR 1 D 146 – Séance du conseil municipal du 7 octobre 1910.

La première est l'ouverture des exemptions aux élèves des autres filières que l'enseignement spécial, c'est-à-dire de la filière scientifique⁵⁶ et de la filière classique, à partir de la fin des années 1870. Il ne faut certainement pas voir dans ce changement l'expression d'un attachement particulier des élites politiques locales au modèle des humanités qui, à Rennes comme ailleurs, « semble arrivé à bout de souffle »⁵⁷. Le maire et industriel Edgar Le Bastard ne déclare-t-il pas en 1891 que la ville n'entend « encourager que les jeunes gens qui suivent les cours de l'enseignement secondaire spécial (aujourd'hui enseignement moderne), qui leur permettra dans la vie de se tirer plus facilement d'affaire que l'enseignement des langues mortes qui doit être considéré comme un enseignement de luxe »⁵⁸ ? À aucun moment d'ailleurs, les sources ne justifient cette extension des exemptions aux élèves des filières classique et scientifique, si bien que l'hypothèse la plus vraisemblable est celle d'une évolution de fait, uniquement guidée par le pragmatisme. C'est aussi ce que suggère l'analyse de certains recrutements, tel celui du printemps 1875 : des deux candidats à la bourse d'externat vacante, l'un seulement se destine à l'enseignement spécial mais il est encore trop jeune pour y accéder ; l'exemption échoit donc à l'autre, le jeune Charles Guillot, qui la conservera jusqu'en 1878⁵⁹.

La seconde évolution concerne le recrutement des élèves exemptés, soumis à une certaine instabilité réglementaire. Leur recrutement s'effectue d'abord au moyen d'un concours spécifique, dont la réglementation est élaborée en 1864⁶⁰. Cette procédure est abandonnée au tournant des années 1880 : on préfère alors imposer aux candidats de réussir l'examen réservé aux candidats aux bourses proprement dites⁶¹. Nouveau changement en 1885 : à l'initiative d'Auguste Pinloche, professeur au lycée et conseiller municipal, qui s'est lui-même élevé à la force du poignet⁶², la décision est prise d'exiger des exemptés de l'enseignement

56 Là encore, au sens que donne à cette expression Jean-Michel Chapoulie, c'est-à-dire l'ensemble des classes vouées à la préparation de l'École polytechnique, de l'École spéciale militaire et autres grandes écoles scientifiques, au sens large, de l'État (*L'École d'État...*, *op. cit.*, p. 122).

57 Philippe Savoie, *La construction...*, *op. cit.*, p. 401.

58 AMR 1 D 68 – Séance du conseil municipal du 27 juin 1891.

59 AMR R 74 – Bourses au lycée. Lettres du proviseur du lycée de Rennes, 7 avril 1875, 16 décembre 1878 ; état des boursiers externes de la ville, s.d. [1876].

60 AMR R 74 – Bourses au lycée. Arrêté du 15 juin 1864.

61 AMR 1 D 56 – Séance du conseil municipal du 17 août 1878.

62 Auguste Pinloche était entré dans la vie active à l'âge de treize ans. Tout en étant employé de commerce, notamment dans l'édition, il avait repris ses études en suivant les cours de l'Association philotechnique pour l'instruction des adultes de Paris. Il est professeur d'allemand au lycée de

spécial qu'ils possèdent le certificat d'études primaires supérieures, cela dans le but de les sélectionner plus rigoureusement⁶³, tandis que leurs camarades des autres filières sont toujours tenus de réussir l'examen des bourses proprement dites, avant d'être éventuellement départagés au vu de leurs mérites scolaires, du niveau de fortune de leur famille et, parfois, des services rendus par leurs parents. Enfin, en 1895, les cartes sont une nouvelle fois rebattues : l'obligation de justifier du certificat d'études primaires supérieures étant à présent accusée de tarir les candidatures aux exemptions du fait de la grande sélectivité de ce diplôme, l'administration municipale la supprime et impose désormais à tous les postulants de réussir l'examen des bourses⁶⁴.

On voit, en définitive, que l'histoire des exemptions livre des enseignements non seulement intéressants en eux-mêmes mais aussi propres à enrichir l'histoire des bourses au sens strict. On remarque d'abord que bourses et exemptions rennaises ne se distinguent plus guère au début du XX^e siècle : toutes servent désormais à entretenir des externes de l'enseignement moderne et de l'enseignement classique et toutes sont désormais attribuées après réussite de l'examen des bourses. Aussi comprend-on bien qu'il soit devenu très difficile aux familles et aux élèves eux-mêmes de ne pas les confondre. Cependant, pour la ville, les exemptions conservent le grand avantage d'être d'une gestion beaucoup plus souple que les bourses. C'est patent au plan budgétaire puisque les conseillers municipaux ont la faculté de ne pas épuiser le crédit qui y est dévolu. Ainsi font-ils en 1906 quand, plusieurs nominations effectuées, ils décident prudemment que «deux subventions d'externat simple resteront provisoirement vacantes, en réserve pour les candidats méritants qui pourraient se présenter»⁶⁵. C'est également manifeste au plan réglementaire puisque selon les circonstances ils ont aussi bien la possibilité de réutiliser des procédures administratives mises au point et déjà rôdées par l'État central (ainsi lorsqu'ils imposent aux postulants de réussir l'examen des bourses) que de se doter de procédures propres (comme en 1885, à l'occasion de la réforme initiée par Pinloche), quitte à tâtonner un peu.

Rennes entre 1883 et 1889. Il deviendra ensuite professeur de faculté (AN, F/17/23719 – Dossier Pinloche Joachim Auguste. «Notice sur M. Auguste Pinloche» notamment). Voir aussi la notice que lui consacre Jean-François Condette dans *Les lettrés de la République. Les enseignants de la faculté des lettres de Douai puis Lille sous la Troisième République (1870-1940)*. Dictionnaire biographique, Villeneuve d'Ascq, université de Lille 3, 2006, p.205-206.

63 AMR 1 D 63 – Séance du conseil municipal du 27 novembre 1885.

64 AMR 1 D 71 – Séance du conseil municipal du 6 février 1895.

65 AMR 1 D 142 – Séance du conseil municipal du 25 septembre 1906.

III. Les boursiers communaux : esquisse d'un portrait de groupe au lycée de Rennes

La documentation à notre disposition, si elle ne permet pas de décrire les caractéristiques des boursiers communaux avec toute la précision qu'il faudrait, autorise, à tout le moins, l'esquisse d'un premier portrait collectif. On n'évoquera ici que marginalement les élèves exemptés, dont les trajectoires sont de toute façon difficiles à reconstituer, et l'on se concentrera donc sur les boursiers proprement dits.

1. Les milieux d'origine

Pour appréhender les milieux sociaux et professionnels d'origine des boursiers communaux du lycée de Rennes, nous avons constitué un échantillon de 36 élèves, que nous avons préalablement répartis en trois générations⁶⁶. Nous ne nous sommes fondé que sur une indication, la profession déclarée à la naissance de l'élève par son père. Sur 35 professions qu'il a été possible de situer dans la hiérarchie sociale⁶⁷, nous en trouvons 8 qui relèvent des catégories supérieures de la société, 13 qui ressortissent aux catégories moyennes et 14 qui intéressent les catégories populaires⁶⁸. Ce résultat tend donc à montrer que les boursiers communaux rennais se recrutent majoritairement au sein des catégories moyennes et inférieures de la société. Malheureusement, les éléments manquent pour les comparer avec les boursiers nationaux sous ce rapport, du moins en perspective longue. L'analyse des milieux professionnels d'origine est plus riche d'enseignements :

66 Savoir les élèves présents, en tant que boursiers communaux, au collège royal puis lycée de Rennes, de 1838 à 1841, 1857 à 1863, enfin 1882 à 1887. Ces 36 élèves représentent 60 % de tous les boursiers communaux passés par l'établissement entre 1834 et 1890.

67 La position sociale d'un père d'élève, simplement qualifié de « peintre d'histoire », n'a pu être caractérisée avec précision.

68 Nous reprenons ici le code socioprofessionnel que nous utilisons ordinairement dans nos travaux et que nous avons présenté dans *Au service de l'État. Les fonctionnaires intermédiaires au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 339-340.

Milieu professionnel du père	Nombre d'élèves
Salariés du privé	4
Patrons	12
Agents de l'État	12
Professions libérales	7
Propriétaires et rentiers	1

Tableau 1 : milieux professionnels d'origine des boursiers communaux rennais (1838-1887)

Ce qui frappe, ici, c'est que les fils d'agents de l'État, s'ils forment, certes, l'une des deux principales composantes de la population boursière communale, ne la dominent pas, alors qu'ils restent très majoritaires parmi les boursiers de l'État tout au long du XIX^e siècle, représentant 87 % de ces élèves sous Louis-Philippe et encore plus de 50 % d'entre eux à la veille de la Grande Guerre⁶⁹. Le fait a été également constaté à Nantes, étant précisé que l'enquête portait dans ce cas sur l'ensemble des boursiers et des exemptés ainsi que sur une période plus longue allant du Premier Empire à l'entre-deux-guerres : précisément, 35 % des pères des 536 boursiers et exemptés nantais sont des fils d'agents de l'État⁷⁰. *A contrario*, la part des enfants issus d'autres milieux professionnels est plus massive parmi les boursiers communaux. En particulier, les fils de patrons, par quoi il faut principalement entendre ici les fils d'artisans et de commerçants, sont bien représentés dans leurs rangs. Sans doute les fils de salariés du privé le sont-ils aussi, davantage en tout cas que ne l'indique la statistique fournie dans le tableau 1, qui a été arrêtée pour des raisons documentaires à la fin des années 1880. À Nantes, en tout cas, leur part se monte à 30 % sur le temps long⁷¹, soit une proportion nettement supérieure à celle que l'on peut présumer dans les rangs des boursiers de l'État, quand bien même cette dernière ferait un bond, comme il semble, à la fin de la période⁷².

69 Pour la monarchie de Juillet, voir Jean Le Bihan, «Le recrutement des boursiers...», art. cit., p. 61. Pour la veille de la Grande Guerre, voir la statistique insérée dans le rapport sur le budget du ministère de l'Instruction publique pour l'année 1914, *Journal officiel*, session ordinaire, annexes, 1914, n°3448, p. 307.

70 André Gana, *Bourses et boursiers...*, op. cit., p. 130-131.

71 *Ibid.*

72 Cette proportion est pratiquement nulle sous Louis Philippe (Jean Le Bihan, «Le recrutement des boursiers...», art. cit., p. 61) mais se monte à un taux compris entre 15 et 25 % en 1912-1913 (il n'est pas possible d'être plus précis dans la mesure où la statistique ministérielle fonde dans une même catégorie les fils d'artisans et les fils d'ouvriers) (rapport sur le budget..., art. cit., p. 307). Elle n'en reste pas moins faible, par la force des choses, sur la longue durée.

Cette dissymétrie sociologique entre boursiers de l'État et boursiers communaux ne saurait étonner outre mesure. En effet, il a toujours été plus ou moins admis que les services administratifs rendus par les familles comptaient plus pour l'attribution d'une bourse de l'État que pour l'allocation d'une bourse communale. Le préfet d'Ille-et-Vilaine Paul Féart l'affirme en 1859, avec un esprit de clarté que l'on ne retrouve pas chez tous les administrateurs de l'époque. Comme, dit-il, les bourses de l'État, « ne sont pas nombreuses et que la distribution en est faite de préférence entre les fils des fonctionnaires militaires ou civils dénués de fortune », c'est aux communes et aux départements qu'il revient d'aider les plus doués des « enfants des particuliers » qui « se trouvent dans l'impossibilité, par suite de la position peu aisée de leurs familles, de profiter de l'enseignement donné dans nos grands établissements publics »⁷³. Ainsi, on le voit, Féart établit-il un véritable partage entre bourses de l'État et bourses locales : celles-là aux enfants de fonctionnaires, celles-ci aux autres. Sans doute cette règle ne s'est-elle jamais appliquée avec une totale rigueur, comme le prouve le fait que les enfants de fonctionnaires sont bien présents parmi les boursiers communaux. Il n'empêche, l'idée que ce partage existe est manifestement admise par un certain nombre de contemporains. Quelques indices vont en tout cas dans ce sens. Par exemple, en 1899, le maire de Rennes se trouvant dans l'impossibilité d'accorder une bourse au jeune Louis Tartrais, dont le père était receveur des Postes, se tourne de lui-même vers le ministère pour tenter de lui faire obtenir une bourse nationale⁷⁴. Dix ans plus tard, encore, l'un de ses successeurs recommande à un officier d'administration en retraite de postuler à une bourse de l'État plutôt qu'à une bourse communale compte tenu de sa profession passée⁷⁵.

Cette dissymétrie paraît toutefois s'estomper à la fin de la période, sous l'effet de deux facteurs bien repérés par André Gana⁷⁶. Le premier est la minoration, à partir des années 1880, des services familiaux au sein de l'ensemble des critères

73 Rapport du préfet, session 1859, *Conseil général d'Ille-et-Vilaine*, Rennes, Imprimerie Oberthur, 1859, p. 181.

74 AMR R 76 – Bourses au lycée. Lettre de Tartrais, 19 octobre 1899, lettres du maire de Rennes, 27 et 30 octobre 1899.

75 AMR R 76 – Bourses au lycée. Lettre du maire de Rennes, 17 novembre 1909. L'officier en question, Nicolas, récuse toutefois cette idée : « aucune dispense spéciale n'existe pour les officiers en activité ou en retraite en vue de l'obtention, en faveur de leurs enfants, d'une bourse nationale », répond-il au maire dès le lendemain.

76 André Gana, *Bourses et boursiers...*, *op. cit.*, p. 138-139.

pris en compte pour attribuer les bourses, minoration qui entraîne celle de la proportion des fils de fonctionnaires parmi les boursiers de l'État. Le second est l'autorisation accordée aux boursiers de cumuler des fractions de bourses d'origines différentes – de l'État, départementales, communales – à compter de 1895⁷⁷. Le ministère tente, certes, de limiter l'usage de cette pratique au départ⁷⁸, mais on peut malgré tout penser qu'elle a vite contribué à bigarrer davantage la population boursière des lycées et collèges.

2. La question de la performance

Les boursiers communaux sont-ils de bons élèves? Pour le savoir, le plus indiqué est de se tourner d'abord vers les états de situation morale dont, on l'a dit, deux séries importantes subsistent pour le début du XX^e siècle⁷⁹. Les appréciations qui y sont consignées souffrent bien sûr d'un certain nombre de biais : ainsi sont-elles inégalement précises et expriment-elles des niveaux d'exigence manifestement différents chez les proviseurs. Elles n'en restent pas moins très utiles pour l'historien, pourvu seulement que celui-ci garde à l'esprit ces limites qui, d'ailleurs, ne sont pas dirimantes. Dans la majeure partie des cas, les proviseurs livrent une appréciation en bloc sur l'ensemble des boursiers du lycée et ils concluent que ces élèves sont de bons, voire de très bons élèves. Divers renseignements permettent toutefois d'affiner l'analyse. Ainsi, pour chaque catégorie de boursiers, les états moraux indiquent le nombre d'élèves ayant obtenu les notes «Très bien», «Bien», «Assez bien», «Passable» et «Mal» en matière de «Religion», de «Mœurs», de «Conduite» et surtout de «Progrès», la notion de «Progrès» ayant à l'évidence une signification large qui correspond peu ou prou à celle de niveau de compétence scolaire. Or, si la proportion d'élèves d'un niveau médiocre, définis ici comme ceux qui ont obtenu les notes «Passable», «Mal» ou en «Progrès», est sensiblement la même chez les boursiers de l'État que chez les boursiers communaux, il apparaît que celle des très bons élèves, définis comme ceux qui ont obtenu les notes «Très bien» et «Bien», est plus élevée parmi les premiers que parmi les seconds : 43 % contre 32 %. Ajoutons que cet écart est confirmé par les appréciations des rares proviseurs qui ont fait le départ entre les diverses catégories de boursiers. Ainsi celui du

77 Décret du 6 août 1895, *Bulletin administratif*..., n° 1174, 1895, p. 263.

78 Circulaire du 30 mars 1896, *ibid.*, n° 1207, 1896, p. 433-434.

79 AN, F/17/7487/2-3 – Rapports sur la situation morale des boursiers, 1903-1906.

lycée de Limoges écrit-il : « La conduite des boursiers communaux égale donc celle des boursiers nationaux ; mais leurs progrès peuvent paraître un peu inférieurs »⁸⁰. Celui de Nice est plus catégorique : « La comparaison entre les boursiers de l'État et ceux de la ville est toujours à l'avantage des premiers »⁸¹.

Il faut aussitôt préciser que, seraient-ils un peu moins doués que les boursiers de l'État à la Belle Époque, les boursiers communaux n'en ont pas moins progressé depuis la première moitié du XIX^e siècle. C'est du moins ce que montre l'étude combinée des états de situation morale et des cahiers de places des élèves rennais compris dans le petit échantillon précité. En effet, c'est dans la première cohorte, celle de la monarchie de Juillet, que l'on trouve le plus grand nombre de boursiers médiocrement classés au sein de leur classe. Prenons l'exemple assez caractéristique du jeune Paul Briand. Ce garçon obtient une bourse communale en 1840, alors qu'il est âgé de douze ans⁸². Aussitôt, ses résultats se révèlent faibles : en classe de cinquième puis de quatrième, ses « Progrès » sont successivement qualifiés de « lents », « médiocres », « faibles ». Il entreprend bien de se « réorienter » dans le courant de l'année suivante, abandonnant la filière classique pour le cours de préparation aux écoles du gouvernement, ce qui paraît entraîner une légère amélioration de ses résultats⁸³, sa famille n'en décide pas moins de renoncer à sa bourse à la rentrée 1843⁸⁴. Paul Briand poursuit tout de même ses études au collège royal de Rennes en qualité d'externe, et présente à deux reprises le concours de l'École spéciale militaire mais échoue les deux fois⁸⁵. On perd alors sa trace avant de le retrouver une petite vingtaine d'années plus tard lorsque, devenu employé de l'Assistance publique, il meurt à Paris⁸⁶. Or, de telles trajectoires scolaires ne se rencontrent plus sous la Troisième République. Les élèves de la troisième cohorte sont tous de bons élèves, même si la taille de cette cohorte – six individus – impose de

80 AN, F17/7487/3 – Rapports sur la situation morale... Rapport du proviseur du lycée de Limoges, 31 décembre 1905.

81 AN, F17/7487/2 – Rapports sur la situation morale... Rapport du proviseur du lycée de Nice, 10 janvier 1904.

82 ADIV 16 T 12 – Lycée de Rennes. Registre des entrées et des sorties (1840-1841).

83 ADIV 16 T 69 – État moral des élèves du collège de Rennes (1840-1843).

84 AMR R 73 – Bourses au lycée. Lettre du recteur, 5 septembre 1843.

85 ADIV 16 T 94 – Correspondance officielle du lycée de Rennes. Liste des candidats admissibles à l'École spéciale militaire, s.d. [1846]. ADIV 16 T 95 – Correspondance officielle... Liste des candidats à l'École spéciale militaire, s.d. [1847].

86 État civil de Paris (2^e arr.) (1866).

rester prudent. Typique est à cet égard le rapport fait par le maire de Rennes en 1887 à partir des observations que lui a transmises le proviseur du lycée :

« les trois boursiers communaux [...] ont toujours d'excellentes notes et se sont maintenus non seulement dans la première moitié, mais dans le premier quart de leur classe, et méritent à ce titre les félicitations du conseil »⁸⁷.

On peut légitimement imaginer que les boursiers de l'État se sont eux aussi améliorés sur le plan scolaire tout au long du XIX^e siècle, mais les données manquent pour le prouver, et, donc, pour examiner dans quelle mesure l'histoire des boursiers communaux et celle des boursiers de l'État diffèrent ou non sous ce rapport. Pour y voir plus clair, il faudrait prendre à bras le corps le problème de la quantification de la performance scolaire au XIX^e siècle, dont la résolution, même partielle, enrichirait considérablement nos connaissances, bien au-delà de l'histoire des seuls boursiers.

On peut se demander pour finir si le niveau de performance scolaire des boursiers proprement dits diffère ou non de celui des simples exemptés. Quelques indices, certes ténus, invitent à soutenir la première hypothèse. Ainsi ce commentaire du proviseur du lycée d'Auch datant de 1905, qui laisse entendre que la médiocrité relative des boursiers locaux tient au fait qu'ils ne sont en réalité que des exemptés :

« Ces boursiers sont, à proprement parler, des élèves exonérés des frais d'études par la commune... Si la conduite de ces élèves ne laisse pas à désirer [...], leur travail et leurs progrès sont inférieurs à ceux des autres boursiers »⁸⁸.

De même, à Rennes, tant que les commentaires portés par le conseil municipal sur les résultats des élèves de la ville distinguent nettement les boursiers des exemptés, c'est-à-dire jusqu'à la fin des années 1880, on constate que les premiers sont toujours plus dignes d'éloges que les seconds. Le fait peut aisément s'expliquer : le soin d'élaborer les règles de recrutement des exemptés étant, on l'a vu, laissé à la ville, on peut présumer que ces règles ont été très inégalement exigeantes sur le territoire. Preuve en est d'ailleurs que les jeunes Auscitains susdits étaient dispensés de tout examen⁸⁹. Cette explication permettrait aussi de comprendre le jugement assez mitigé formulé par André Gana

87 AMR 1 D 64 – Séance du conseil municipal du 9 juillet 1887.

88 AN, F/17/7487/3 – Rapports sur la situation morale... Rapport du proviseur du lycée d'Auch, 23 décembre 1905.

89 *Ibid.*

sur la compétence scolaire des boursiers nantais, ces derniers réunissant en fait boursiers proprement dits et exemptés⁹⁰.

3. «Élèves de la ville»

Fréquente dans les sources administratives pour désigner tout ensemble les boursiers et les exemptés, cette expression d'«élèves de la ville» pose bien la question du rapport que ces élèves entretiennent avec la ville qui prend à sa charge le coût partiel ou total de leurs études secondaires. On peut admettre que cette question revêt deux dimensions, que le terrain rennais permet, là encore, de soumettre à une première investigation.

Premier constat : le fait d'être né ou domicilié dans la ville constitue plus qu'un atout, une véritable condition pour obtenir une bourse communale. Certains textes réglementaires de portée nationale l'imposent explicitement, ainsi l'ordonnance de 1819 qui requiert que les familles des candidats aux bourses communales résident dans la commune fondatrice⁹¹. Des textes à caractère local vont dans le même sens. Le règlement pris à Rennes en 1864 pose ainsi que les parents des candidats aux exemptions doivent être originaires de la ville ou bien y résider depuis au moins trois ans⁹². Même si le conseil municipal rennais prend parfois des libertés avec ce principe de l'ancrage local, même si celui-ci semble perdre en force contraignante à la fin de la période, jamais l'obligation de justifier d'un lien familial avec la ville n'est explicitement abandonnée avant 1914. Les familles l'ont d'ailleurs bien compris. Ainsi voit-on des pères d'élèves revendiquer avec force leur fidélité à la ville au moment où ils sollicitent bourse ou exemption. Charles Guillet, par exemple, écrit en 1906 : «Né à Rennes en 1864, je n'ai jamais quitté ma ville natale»⁹³. Les non-originaux invoquent quant à eux l'ancienneté de leur installation sur les bords de la Vilaine, tel Camü qui déclare sept ans plus tard : «Moi il y a 16 ans que je suis à Rennes, où j'ai conquis droit de cité»⁹⁴. De telles dispositions font donc bel et bien des boursiers communaux des élèves «de la ville». Notre échantillon de boursiers communaux le confirme : 25 des 36 élèves sont nés à Rennes, une proportion

90 André Gana, *Bourses et boursiers...*, *op. cit.*, p. 149.

91 Ordonnance du roi relative du 25 décembre 1819, *Recueil des lois...*, t. 6, 1822, p. 292.

92 AMR R 74 – Bourses au lycée. Arrêté du 15 juin 1864.

93 AMR R 76 – Bourses au lycée. Lettre de Charles Guillet, 4 octobre 1906.

94 AMR R 77 – Bourses au lycée. Lettre de Barrier, s.d. [1913]. Cette lettre contient une petite notice rédigée par Camü sur lui-même et qui tient lieu de demande de bourse.

voisine de celle calculée à Nantes – 80 % – pour l'ensemble des boursiers et des exemptés et sur la longue durée⁹⁵ ; en outre 30 des 32 familles dont le lieu de résidence est connu sont domiciliées à Rennes. On tient là assurément une particularité forte des boursiers communaux.

La question de savoir si, réciproquement, le fait de jouir ou d'avoir joui d'une bourse communale accroît chez le boursier ou l'ancien boursier le sentiment d'attachement à la ville est plus difficile à trancher. L'étude du vocabulaire utilisé par les contemporains est certes instructive. En particulier, elle donne à observer comment se déploie, tant sous la plume des administrateurs que sous celle des pères, mères et tuteurs des élèves, toute une rhétorique de la faveur qui montre bien, soit dit en passant, que la gratuité des études secondaires est encore loin d'être conçue comme un droit. Ainsi maires et conseillers municipaux recourent-ils assez fréquemment au mot « sacrifices » pour désigner l'effort financier consenti par la ville en faveur des boursiers, notamment lorsque leurs résultats sont insuffisants. Dans l'autre sens, désireux de donner plus de poids à leur demande de bourse ou de promotion de bourse, ou bien souhaitant remercier les édiles après avoir obtenu satisfaction, les parents n'hésitent pas à assurer la ville de la reconnaissance éternelle de leur rejeton. Sous le Second Empire, Octave Hamel écrit ainsi que son fils, qui a été nommé boursier communal deux ans plus tôt et qui jouit d'un « bon caractère », « sera reconnaissant envers la ville de Rennes et n'oubliera jamais qu'il lui devra une position avantageuse dans la société »⁹⁶. Les parents qui ont rendu des services à la cité ont la possibilité de jouer sur un registre un peu plus équilibré. Avec la déférence requise, ils peuvent aller jusqu'à suggérer que la bourse qu'ils escomptent n'est que le juste remboursement de leurs propres efforts. L'oncle du jeune Hippolyte Fournerie écrit ainsi :

« Les services qu'il [son propre père, c'est-à-dire le grand-père de l'enfant] a rendus [...] seront, je l'espère, pris en considération par le conseil municipal à l'occasion de la faveur demandée pour le petit-fils de cet ancien employé »⁹⁷.

L'étude de ces correspondances se heurte toutefois à deux difficultés. En premier lieu, elle ne permet pas d'atteindre les sentiments du boursier lui-

95 André Gana, *Bourses et boursiers...*, op. cit., p. 123.

96 AMR R 74 – Bourses au lycée. Lettre d'Octave Hamel, 2 janvier 1864.

97 AMR R 74 – Bourses au lycée. Lettre de Le Roy, s.d. [1873].

même puisque, sauf exception, celui-ci ne s'exprime pas durant sa scolarité⁹⁸. Le recours aux autobiographies permettrait peut-être de gagner en compréhension à cet égard mais ce long travail reste à mener⁹⁹. En second lieu, la reconnaissance des familles va moins, quand elle s'exprime, à la ville en tant que telle qu'aux personnalités locales qui l'incarnent, et d'abord au maire que, sincères ou intéressés, nombre de parents d'élèves représentent comme un véritable bienfaiteur. Une mère de famille, que les malheurs de l'existence ont fait déchoir socialement, et dont le fils jouit d'une bourse d'externat, va jusqu'à vouer une sorte de culte familial à Auguste Lajat, le premier magistrat du moment¹⁰⁰. Mais on voit bien, dans un cas tel que celui-ci, que la relation de patronage étouffe littéralement l'expression de tout sentiment d'attachement plus large et plus profond à la cité.

Il est toutefois une initiative qui dit de manière indiscutable la reconnaissance d'un boursier pour son lycée et sa ville : le legs fait à la ville de Rennes par un ancien boursier communal, Jean-Marie Drouadenne, aux fins que soient financées de nouvelles bourses au lycée. Ce legs, effectif en 1876, à la mort de son auteur, se compose d'une somme en numéraire et d'un immeuble ; quant aux nouvelles bourses qu'il permettra d'entretenir, le testament en confie l'attribution à l'association des anciens élèves du lycée¹⁰¹. On peut gager que l'itinéraire de Jean-Marie Drouadenne éclaire en partie son geste. Né en 1822 à Rennes, il est issu d'une famille de meuniers qui n'est pas sans biens malgré certaines apparences¹⁰². Les six années qu'il a passées au collège royal de Rennes en qualité de boursier communal entre 1834 et 1840¹⁰³ jouent manifestement un rôle important dans sa réussite ultérieure : bachelier ès sciences

98 Sur la grosse centaine de demandes de bourse conservées dans les cartons cotés AMR R 74 à 76, deux seulement ont été rédigées par les candidats eux-mêmes, alors âgés, l'un de dix-sept ans, l'autre de quinze ans (AMR R 74 – Bourses au lycée. Lettre de Pierre Fournet, 8 août 1885 ; AMR R 75 – Bourses au lycée. Lettre de François Chuberre, 13 septembre 1898).

99 Voir la contribution de Pierre Caspard dans ce même numéro.

100 Elle écrit précisément : « ce soir après la prière, mes enfants ont prié du plus profond de leur cœur pour votre bonheur et votre santé, ainsi que pour votre famille » (AMR R 75 – Bourses au lycée. Lettre de la veuve Garnier, 15 octobre 1899).

101 La plupart des pièces relatives à ce legs sont conservées en AMR R 81 – Lycée. Legs Drouadaine (1876-1878).

102 État civil de Domalain (Ille-et-Vilaine) (an XII, 1819) et de Saint-Grégoire (Ille-et-Vilaine) (1793). Le père de Jean Marie Drouadenne meurt pratiquement sans fortune en 1845 (ADIV 3 Q 29/1616 – Déclaration de succession du 13 octobre 1845) mais on sait que sa mère lui laissera un confortable héritage vingt-deux ans plus tard (AMR 1 D 55 – Séance du conseil municipal du 16 janvier 1877).

103 ADIV 16 T 9-11 – Lycée de Rennes. Registre des entrées et des sorties (1834-1840).

en 1844, docteur de la faculté de médecine de Paris en 1847¹⁰⁴, il convole même sur le tard avec une veuve issue de la petite noblesse vitréenne¹⁰⁵. On ne dispose certes d'aucun document dans lequel Drouadenne s'expliquerait sur son geste, mais on conviendra que celui-ci est d'une signification assez limpide. Les conseillers municipaux ne s'y trompent d'ailleurs pas, qui s'empressent de le célébrer publiquement : « il a écouté la voix de l'affection, écrit l'un d'eux, et après avoir fait tout d'abord la part du cœur et de l'amitié, il a voulu payer la dette de la reconnaissance »¹⁰⁶. Il conviendrait bien évidemment de s'interroger sur la fréquence d'une telle pratique. Il faudrait aussi se demander si elle touche davantage les boursiers communaux que les autres boursiers et même les autres élèves. Mais la tâche serait ardue dans la mesure où les enquêtes disponibles, si elles permettent d'inventorier en partie les bourses fondées par les particuliers, sont généralement peu disertes sur l'identité des fondateurs et plus laconiques encore sur les motivations du geste. Remarquons simplement, à ce stade, qu'une donation a été faite à peu près à la même époque en faveur du lycée de Rennes, cette fois pour aider à accéder à l'enseignement supérieur les élèves réunissant excellence scolaire et défaut de fortune, et que cette donation – est-ce un hasard ? – était elle aussi le fait d'un ancien « élève de la ville », le mathématicien Jean Marie Duhamel¹⁰⁷.

Conclusion

Au terme de cette étude, nous espérons avoir convaincu que le silence qui entoure l'histoire des boursiers communaux de l'enseignement secondaire au XIX^e siècle ne vient pas de ce que ces élèves se démarqueraient insuffisamment des autres boursiers mais bien plutôt du fait que les historiens ne se sont pas encore intéressés à eux. Ainsi constituent-ils un angle mort de la recherche en histoire de l'éducation, et plus encore des travaux sur les élèves. Le but de cet article était de lever le voile sur cette histoire méconnue entre toutes ; il livre en définitive deux séries d'enseignements.

104 AN, AJ/16/6782 – Dossier Drouadenne Jean Marie.

105 État civil de Gesnes (Mayenne) (1874).

106 AMR 1 D 55 – Séance du conseil municipal du 16 janvier 1877.

107 Sur le prix Duhamel, qui a bénéficié à une petite vingtaine d'élèves avant 1914, parmi lesquels, pêle-mêle, d'anciens boursiers de l'État et d'anciens boursiers et exemptés communaux, voir Jos Pennec, « Mérites et prix », *L'Écho des colonnes*, n° 14, 2002, p. 10-11.

On voit bien d'abord que les communes, ici appréhendées à travers les exemples de Rennes et Nantes, ont joui d'une réelle autonomie dans l'attribution des bourses entretenues par elles au lycée. Sans doute, au départ, ont-elles vécu leur mise à contribution par l'État central et toutes les conséquences qui en ont résulté comme une forte contrainte, et nombre d'entre elles n'ont pas hésité à croiser le fer avec Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet. Mais les décennies passant, l'opposition a fait place à l'acceptation généralisée, facilitée il est vrai par les multiples mesures d'assouplissement apportées par le ministère au système des bourses communales, et l'on peut *in fine* conclure que les villes se sont peu à peu approprié ce dispositif administratif. Ce faisant, elles ont accordé une importance particulière à l'enseignement spécial puis à l'enseignement moderne, les plus à même de répondre aux attentes des élites locales. Le fait est très net à Nantes¹⁰⁸, où la bourgeoisie économique occupait une grande place; mais on l'observe aussi à Rennes, cité plus administrative, sise à l'ombre de ses facultés, où l'opposition à l'élitisme des humanités paraît moins marquée. Il semble, par ailleurs, que la gestion administrative des bourses ait été assez précocement modernisée dans les villes. Ce n'est qu'une hypothèse mais force est de constater que l'on trouve, tôt dans le siècle, la preuve que les demandes de bourse y ont été – parfois – examinées de manière très méthodique. On peut ici se demander si, tendanciellement parlant, l'obligation faite aux conseillers municipaux de délibérer publiquement au sujet des bourses ne les pas poussés à plus de rationalité, voire d'équité. On ne peut nier, en tout cas, que les discussions argumentées entre conseillers municipaux au sujet du recrutement ou de la promotion des élèves de la ville tranchent avec le secret absolu dans lequel n'a cessé de travailler la Commission centrale des bourses, chargée de la nomination des boursiers de l'État à partir de 1882¹⁰⁹.

On observe ensuite que les boursiers communaux possèdent un certain nombre de caractères distinctifs, qu'ils partagent dans une certaine mesure avec les élèves de la ville simplement exemptés. Sur la longue durée du XIX^e siècle, le plus marqué de ces caractères est leur enracinement, qui résulte directement de la réglementation en vigueur. Dans le principal exemple convoqué ici, on a

108 Marc Suteau, *Une ville et ses écoles. Nantes, 1830-1840*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999, p. 30-34 et 111-113 notamment.

109 Sa composition même est tenue secrète pour protéger ses membres d'«influences indiscrètes», selon le mot de Théodore Steeg (séance de la Chambre des députés du 20 février 1911, *Journal officiel*, 1911, p. 798).

vu que la quasi-totalité des boursiers communaux étaient natifs de la ville siège du lycée, ce qui, même au temps où les boursiers étaient tous pensionnaires, a certainement induit un rapport à l'établissement – que pouvaient fréquenter au même moment frères, cousins et voisins – ainsi qu'à la cité très différent de celui des boursiers de l'État. Les boursiers communaux se signalent en outre par une diversité sociologique plus grande que leurs homologues royaux, impériaux ou nationaux. Mais ces deux particularités se résorbent visiblement à la fin de la période du fait de la multiplication des lycées, qui a pour effet d'enraciner davantage les boursiers de l'État eux-mêmes, et du fait aussi, sans doute, de l'aspiration des nouvelles couches moyennes urbaines à la promotion sociale par l'enseignement secondaire, tout ce monde d'employés et de techniciens qui entrent alors en concurrence avec les fonctionnaires sur le terrain des aides financières aux études. Le fait de savoir si les boursiers communaux se distinguent enfin par un niveau de performance scolaire spécifique est en revanche plus difficile à établir. Plusieurs indices laissent certes à penser qu'ils étaient en moyenne de moins bons élèves que les boursiers de l'État, mais il serait imprudent de prétendre trancher cette question sans investigations supplémentaires.

Le travail est à poursuivre. Pour ce faire, il faudrait commencer par retenir d'autres postes d'observation que les deux villes bretonnes que nous avons prises pour exemples, qui diffèreraient de ces dernières par leurs caractéristiques sociales, culturelles et politiques. Nous ne pensons pas que le tableau que nous avons brossé s'en trouverait profondément modifié mais nous pouvons espérer qu'il serait de la sorte enrichi et précisé.

Jean Le Bihan

Université de Rennes 2, laboratoire Tempora- EA 7468

jean.lebihan@univ-rennes2.fr